



Compte rendu du 4^{ème} comité de suivi sur le décroisement Sécurité Routière

« Où est passé le dialogue social ? »

Le groupe de travail était présidé par le Délégué Interministériel à la Sécurité Routière, M BARBE accompagné des deux DRH des Ministères de la transition écologique et solidaire et de l'Intérieur. La délégation CFDT était composée de Guillemette FAVREAU et de Didier GAUJOUR pour le MI et de Stéphane BOUTORINE pour le MTES et les DDI.

La CFDT a lu une déclaration liminaire :

« La CFDT a souhaité faire une déclaration liminaire à la hauteur des documents transmis et de la prise en compte des agents ! Merci ! »

Pour ce COSUI, l'administration ne nous avait fourni aucun document ni information depuis Mai... provoquant la colère de notre délégation.

Quelques chiffres :

364.8 ETP seront décroisés au 1 janvier 2018, ce décroisement ne concerne que les agents à 100% ou proches de 100% sur des missions sécurité routière.

Les proportions de décroisement sont très variables, notamment en métropole qui s'étagent de 40% pour les régions Centre Val de Loire et Paca à 82% pour le Bretagne.

La CFDT avait très fortement attiré l'attention de l'administration sur les DOM : en effet, et on le constate aujourd'hui, la situation est extrêmement tendue sur ces territoires, puisque seulement 20% des effectifs en Martinique ; 33% en Guadeloupe et 46% à la Réunion se sont positionnés. Nous serons très attentifs aux engagements obtenus par la CFDT, à savoir l'étude au cas par cas de sureffectif

Rappel de nos précédentes interventions et courrier au Ministre

COSUI du 17 mai :

*La CFDT a rappelé son exigence : l'agent qui n'est pas volontaire doit rester dans sa structure en sureffectif, en effet, l'administration invoque le volontariat MAIS l'agent doit postuler sur un poste vacant ! **Irréaliste et irréalisable !!!** Dans les DOM par exemple, l'agent qui ne souhaite pas suivre sa*

mission devra-t-il revenir en Métropole pour trouver un poste vacant ! Dans les départements en flux tendus ou ayant eu de fortes baisses d'effectifs, la problématique est la même !

Lettre à Nicolas Hulot, ministre MTES du 1er juin rappelant notre demande de maintien en sureffectif

[http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/medad/doc17/lettre_01-06-](http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/medad/doc17/lettre_01-06-17_ministre_hulot_securite_routiere.pdf)

[17_ministre_hulot_securite_routiere.pdf](http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/medad/doc17/lettre_01-06-17_ministre_hulot_securite_routiere.pdf)

Réponse à la CFDT du 7 juillet, avec engagement de sureffectif :

http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/medad/doc17/sr_note_sg_07-07-17_cfdt.pdf

Les corps et les positions administratives choisis :

131 Adjoint Administratifs, 103 Techniciens Supérieurs, 73 Secrétaires Administratifs, 14 Attachés, 11 ITPE ([Tous les chiffres détaillés dans le tableau en lien](#))

179 PNA, 122 détachements, 47 intégrations directes ([Tous les chiffres détaillés dans le tableau en lien](#)). Le constat est bien le suivant: sur 375 agents décroisés, seulement 57 ont demandé une intégration.

L'avenir du décroisement en 2019

En 2019 vont être concernés les agents qui ne sont pas à taux pleins sur des missions sécurité routière. Autant dire que les difficultés vont donc se multiplier. Qui et Comment ? Les services vont devoir répondre à cette épineuse question. Comment faire tourner les services avec des agents qui étaient sur plusieurs missions et qui vont quitter les services suite au décroisement ? Va-t-il falloir faire des réorganisation de services ?

Les CHSCT et CT locaux devront être consultés.

Et pour les MI ? Une organisation incertaine, seulement 57 agents ont choisi l'intégration directe, soit 15% de l'effectif décroisé... Ce qui potentiellement risque de créer un déséquilibre si les agents en PNA et détachements demandent à revenir en MTES dans les 3 ans à venir. Le MI pourrait-il absorber ces absences...

Pour le CFDT, ce décroisement aura été fait à la Hussarde, mettant en danger les missions sécurité routière et dans l'incertitude les agents qui exercent ces missions...

Et si le dialogue social avait eu lieu ?